

La fausse pétition de SOS-Education, fin 2011, ou comment chaque moitié de la France se fait génialement tromper par son appareil politique

La fausse pétition en question attisait la haine pour réclamer la suppression de 16000 postes par an pendant cinq ans dans l'Education Nationale. Elle déclarait *que les postes supprimés seraient uniquement des postes d'enseignants détachés dans le syndicalisme, et donc que cette réduction des effectifs de l'Education Nationale n'allait pas alourdir les effectifs par classe, ni gêner les remplacements d'absence.*

Pour plus de détails concernant les faits évoqués, voir sur internet les articles suivants : 1°) « La fausse pétition de SOS-Education » 2°) « Le génial piège à pigeons de SOS-Education », 3°) « L'incroyable manipulation de SOS-Education »

Cette fausse pétition circulait sur internet et elle se trouvait sur le site de SOS-Education après que la suppression de 14000 profs par an pendant cinq ans ait déjà été décidée par le pouvoir du moment.

Contrairement à la définition du mot « pétition », elle ne servait donc pas à réclamer, mais au

contraire à *cautionner, à faire approuver une décision qui avait déjà été prise*, et qui risquait donc fort d'être impopulaire, parce qu'elle impliquait concrètement des classes plus chargées et des absences d'enseignants non remplacées.

Pour expliquer simplement ce qui a pu se passer dans les coulisses de cette pétition qui n'en était pas une, on peut interpoler sans risque pour imaginer la pièce manquante du puzzle, c'est à dire les conciliabules secrets entre les émissaires du gouvernement Sarkozy et la tête pensante de SOS-Education.

A - Le scénario d'ensemble est alors le suivant:

Autour du chef de l'Etat, meneur du jeu, on trouve naturellement SOS-Education, *mouvement classé extrême droite, et qui, à ce titre, est chargé de la basse besogne de lancer la fausse pétition.*

Difficile de trouver mieux comme bouc émissaire, pour ménager autant que possible, dans leur secrète complicité, d'un côté Nicolas Sarkozy, et en même

temps son célèbre adversaire qualifié parfois, et de manière inexacte, de pédago-marxiste

L'idée d'une fausse pétition haineuse était à la fois nécessaire et géniale, *compte tenu d'un public devenu trop dubitatif devant les manipulations trop évidentes du journal de 20 heures*

B - La curieuse absence de réaction des syndicats. Explication

Le point le plus curieux de cette opération, c'est que les syndicats, qui prennent de toute évidence une volée de bois vert dans cette opération, n'ont pas réagi.

L'explication est simple : ils avaient en réalité toutes les garanties de ne pas être touchés, le moment venu, par les suppressions de postes.

La complicité au sommet entre la droite et l'appareil de gauche est une vieille histoire. Elle

date de la Libération. Voir notamment :

« Eclairages interdits sur mai 68 », six pages: et son résumé sur une page : .

« Mai 68 : la propagande officielle vous cache l'essentiel » une page,

D'autre part, la complicité entre Sarkozy et l'appareil pédago-marxiste avait déjà fait ses preuves lorsque les intellectuels en question

avaient lancé leurs étudiants dans la rue contre le fameux CPE, « contrat première embauche », de Dominique de Villepin. Ces manifs, qui en fin de compte ont déroulé le tapis rouge à Sarkozy pour l'accession à la présidence, avaient à l'époque bénéficié de la généreuse caisse de résonance des médias,

Cette même complicité avait en outre été officialisée lorsque Sarkozy, sitôt élu président, avait fait lire dans les établissements scolaires la fameuse lettre de Guy Môquet, tout jeune militant

communiste.

Tout récemment, début 2013, cette complicité a encore été confirmée par les grèves contre le ministre socialiste Vincent Peillon rétablissant dans les écoles primaires la demie journée de cours hebdomadaire qui avait été supprimée, avec leur complicité à la rentrée scolaire 2012

Ajoutées à la complaisance des médias, les grèves contre Vincent Peillon expliquent ainsi les espoirs de Sarkozy pour revenir au pouvoir en 2017

C - Ce qui était suggéré par la fausse pétition n'engageait pas Sarkozy

Contrairement à l'idée suggérée par la fausse pétition, mais conformément aux habitudes politiques françaises, le gouvernement allait logiquement donner carte blanche à l'appareil du Mammouth pour le laisser supprimer des postes d'enseignants **sans que ça pénalise les complices dont il a besoin**, autrement dit sans que ça pénalise les boucs émissaires présentés comme bons à sacrifier par SOS-Education

Contrairement à l'idée *suggérée par la pétition et qui n'engageait personne*, les suppressions de postes ainsi cautionnées par SOS-Education n'allaient donc pas concerner des postes d'enseignants détachés dans le syndicalisme ou le flicage des forums internet, *mais bel et bien des postes d'enseignants réellement en charge d'élèves*.

- Le nombre d'élèves par enseignant allait alors réellement augmenter.
- De même en ce qui concerne le nombre

d'absences non remplacées.

- Les conditions de travail allaient continuer de se dégrader

- La qualité du bagage apporté aux élèves allait continuer de diminuer.

- **Les clientèles les plus naïves de la gauche** allaient continuer de rejeter sur le seul « agresseur capitaliste » la responsabilité de cette situation.

- **Les clientèles les plus naïves de la droite** allaient encore davantage rejeter sur les enseignants de la base, ou, plus habilement, sur « les plus mauvais d'entre eux » la responsabilité des absences non remplacées, et le mauvais rapport qualité/prix du service fourni par le Mammouth.

L'interminable sabotage du débat sur l'éducation allait continuer d'interdire les analyses plus fines et d'empêcher l'émergence de l'intelligence collective indispensable pour une réponse dynamique à tous les défis présents

D – Conclusions

- Un mensonge n'est jamais ridiculisé tant qu'il n'est pas démasqué

Pour asservir les masses, on ne trouvera jamais rien de plus efficace que des gens se faisant passer pour leurs défenseurs

- Ce qui fait le génie d'un prince, c'est la naïveté de ses sujets
- De ce côté-là, il serait judicieux de se poser des

questions sur la formation civique inculquée dans nos écoles

- D'autant plus que, grâce à internet, nos mythes identitaires sont en train d'imploser.

On désigne ici le mythe identitaire de la Révolution française, celui de la Résistance sous l'Occupation, et celui d'une l'école qui, en principe, apporterait inconditionnellement la promotion sociale